

Robert Kagan « Trump transforme les Etats-Unis en une super-puissance voyou »

En utilisant l'ascendant et l'influence de son pays d'une manière égoïste, le président américain ébranle l'ordre libéral international. Cette attitude pourrait fragiliser la démocratie en Europe, estime l'universitaire proche des néoconservateurs

ENTRETIEN

Dans un article publié en janvier par la *New York Review of Books*, l'universitaire Stephen Wertheim, de l'université Columbia, annonce « le retour des "néocons" », portés disparus depuis le fiasco de l'intervention américaine en Irak (en 2003), et pour lesquels l'élection de Donald Trump avait sonné comme le plus cinglant des désastres. En dépit de la fermeture, en décembre 2018, de l'hebdomadaire qui défendait leurs idées, le *Weekly Standard*, il note leur importance grandissante parmi les critiques de Donald Trump, accusé de complaisance vis-à-vis de régimes autoritaires dont l'influence est croissante. Ecrivain et penseur prolifique, Robert Kagan en fait partie, même s'il refuse l'étiquette de néoconservateur, encore infamante pour certains – Irak oblige. Son dernier livre, publié en 2018, *The Jungle Grows Back* (Alfred A. Knopf, non traduit), met en garde contre l'effondrement de l'ordre international mis en place par les Etats-Unis au sortir de la seconde guerre mondiale, et dont Donald Trump pourrait être l'un des fossoyeurs.

Quels sont les points de la présidence Trump que vous jugez positifs en matière de politique étrangère ?

On peut citer la ligne plus dure adoptée à l'égard des pratiques commerciales de la Chine. Ce pays a longtemps profité d'une certaine timidité américaine pour violer les règles, ou piller ce qui relève de la propriété intellectuelle. La plupart des Américains seront d'accord avec cette fermeté. Il y a par ailleurs le renforcement des capacités militaires américaines – même si Trump ignore quel usage il en fera. Ce serait aussi une bonne chose si nous avions une administration normale, qui voudrait défendre l'ordre libéral international. Il m'est difficile d'aller au-delà de ces deux points : pratiquement tout le reste n'aide pas, ou est désastreux.

Vous notez une continuité entre les politiques de Barack Obama et de Donald Trump. Jusqu'à quel point ?

Il y a une rupture avec Obama sur ces deux points, justement. Obama s'était tellement convaincu que l'Amérique ne pouvait plus avoir d'influence, qu'il ne jugeait pas nécessaire de faire plus. Trump démontre d'une manière perverse et négative que les prédictions sur le déclin des Etats-Unis étaient prématurées. Les Etats-Unis restent une

puissance énorme, conservent une influence immense. Il est dommage que Trump les utilise d'une manière égoïste, qui ne conforte pas l'ordre libéral international.

Obama s'ajustait à un ordre mondial post-américain. Trump rompt avec lui sur ce point, mais en transformant les Etats-Unis en ce que je qualifie de « superpuissance voyou » (*rogue super power*). On a souvent réduit le débat sur la politique étrangère américaine à l'opposition entre internationalisme et isolationnisme. Il y a cependant une alternative, celle d'un véritable unilatéralisme. Tout le monde a considéré que [George W.] Bush s'était inscrit dans ce registre, alors qu'il n'a pas fait la moitié de ce que pourrait faire Trump ! Aujourd'hui, l'unilatéralisme est réel, ce qui me conduit à cette notion de *rogue super power*, renvoyant à une Amérique très active, très forte, et qui ne pense qu'à elle-même.

Vous ne croyez pas à un retour de l'isolationnisme ?

La tentation existe, avec les mêmes erreurs que l'isolationnisme de l'entre-deux-guerres, fondé sur une illusion géographique : les Etats-Unis sont protégés par deux océans ; le monde peut donc s'effondrer autour d'eux sans que cela les concerne. L'histoire nous a prouvé que ce n'était pas vrai, mais certains veulent encore y croire.

Il faut être conscient de la somme des événements qu'il aura fallu pour que les Etats-Unis se décident à se mêler des affaires du monde après la seconde guerre mondiale. Sans l'émergence d'une menace incarnée par l'Union soviétique, installée sur la moitié de l'Europe et posant un double défi idéologique et stratégique, les Etats-Unis auraient pu revenir dans leurs pénates, comme après la première guerre mondiale. « *America first* » est une posture très naturelle pour les Américains, des circonstances assez extraordinaires ont été nécessaires pour qu'ils acceptent de prendre leurs responsabilités.

Quelle analyse faites-vous du retrait syrien, approuvé par certains anciens membres de l'administration Obama qui avait choisi de ne pas intervenir en 2013, et de l'amorce d'un retrait d'Afghanistan ?

Par le passé, certaines circonstances ont conduit les Etats-Unis à se retirer, comme, par exemple, au Vietnam, sans que cela remette en cause leur responsabilité globale. Dans le contexte de ces dix dernières années, en revanche, ces retraits indiquent que les Etats-Unis s'engagent dans tout autre chose.

Les arguments du camp Obama pour justifier la non-intervention en Syrie ont été les suivants. Un : on ne peut rien faire ; deux : laissons les Russes se débrouiller, ce sera leur problème ; trois : nous n'avons pas d'intérêts suffisamment importants dans la région, on va se concentrer sur d'autres zones. Cette analyse a été à la base du « pivot » vers l'Asie. Nous avons appris depuis que ce qui arrive au Proche-Orient ne se limite pas au Proche-Orient. Ce qui s'est passé dans cette région a eu ainsi des conséquences considérables sur la stabilité de l'Europe, qui, elle, représente un intérêt vital pour les Etats-Unis. Je pense



« Terre noire » (dessins au fusain, 1993), de Dia Azzawi. DIA AL-AZZAWI/GALERIE CLAUDE LEMAND

Dia Azzawi

Né à Bagdad en 1939, Dia Azzawi a commencé sa carrière artistique en 1964. Il obtient ses diplômes supérieurs en archéologie et en art à l'université, puis à l'Institut des beaux-arts de Bagdad. La guerre du Golfe, en 1990, atteint l'artiste de plein fouet. Alors qu'il vit à Londres depuis 1976, il voit, à travers les médias, son pays mis à feu et à sang, sa population et le patrimoine de la Mésopotamie durement touchés. Dia Azzawi esquisse alors des croquis emplis d'une atmosphère suffocante : c'est la genèse de sa série intitulée « Le Pays de la terre brûlée » – celui de la malédiction du pétrole, qui déchaine les appétits féroces. En 1993, le peintre à la conscience blessée dessine au fusain une série de visages où l'émotion est vive : les bouches hurlent, les mains masquent les yeux vides... L'œuvre de ce peintre et sculpteur est présente dans des collections publiques et privées à travers le monde. A Paris, l'Institut du monde arabe lui a consacré une rétrospective en 2001, et les Qatar Museums une double rétrospective en 2016-2017.

que ces arguments découlaient d'abord de la volonté de partir, et que les justifications sont venues après coup.

Le risque est consubstantiel à l'intervention. En Irak, nous en avons payé le prix, évidemment. Dans le cas de la Syrie, nous avons payé un autre prix, parce que nous n'avons rien fait. Quand on est la puissance garante des bases de l'ordre international, on ne peut pas se contenter de rester chez soi.

Pensez-vous que ces retraits en annoncent d'autres ?

On peut quitter une zone où on est en difficulté si, dans le même temps, on donne un signal fort ailleurs. Quand Richard Nixon et Henry Kissinger ont retiré l'armée américaine du Vietnam, c'est ce qu'ils ont tenté de faire, même si les Soviétiques ont pu en tirer d'autres conclusions. Ce n'est pas la tendance avec l'administration actuelle, pas plus qu'avec la précédente. On évoque un retrait d'Europe ; on s'interroge sur la présence en Asie, sur la pertinence des alliances ; ça s'inscrit donc dans un retrait général.

Trump a-t-il une vision en politique étrangère ?

Trump est un phénomène psychologique : l'égoïsme ultime. Tout doit tourner autour de lui. La question n'est pas : « Qu'est-ce qui est dans l'intérêt des Etats-Unis ? », mais « Qu'est-ce qui est dans l'intérêt de Trump ? » Le président pousse au maximum ce qu'ont pu faire ses prédécesseurs. Il ne parle de politique étrangère que pour renforcer sa position auprès de sa base. Il semble penser par exemple que le retrait de Syrie va être bien perçu. Seule compte désormais sa survie politique, et toute la politique étrangère sera subordonnée à cet objectif. Il est inutile de chercher des positions idéologiques ou doctrinales, Trump ne s'adresse qu'à un segment de la population américaine, c'est tout.

Estimez-vous que Trump comme Obama sont les produits d'un état d'esprit, d'une « fatigue » américaine ?

Absolument. C'est d'ailleurs la principale continuité entre les deux. En fait, les Américains ont commencé à se lasser de ces responsabilités mondiales aussitôt après la fin de la guerre froide. Francis Fukuyama annonçait « *la fin de l'histoire* » ; il expliquait que les choses arrivaient d'elles-mêmes en direction des Etats-Unis, et qu'il n'y avait plus rien à faire, que c'était le destin. Quand on a vu que ce n'était pas le cas et que le pays devait revenir dans le jeu, cela n'a pas en-

thousiasmé grand monde. Quand, en plus, une guerre a mal tourné [en Irak], cela a donné des arguments à ceux qui pensent que les Etats-Unis ne peuvent rien faire ou qu'ils ne doivent rien faire. Trump est le produit de cet état d'esprit, il ne l'a pas généré.

Dans votre livre, vous expliquez que l'ordre international hérité de la seconde guerre mondiale est périssable, menacé par la montée des autoritarismes, mais qu'il peut être préservé. Oscillez-vous entre optimisme et pessimisme ?

J'ai l'impression qu'on fait généralement de mon livre une lecture plutôt pessimiste. Je crois qu'on a encore la possibilité de préserver l'ordre mondial, mais je ne suis pas sûr que l'on en ait la volonté, ou qu'on puisse le faire à temps, avant que tout nous échappe. Cela ne concerne pas que les Etats-Unis. On n'a sans doute pas encore vu jusqu'où les choses peuvent se détériorer en Europe, on n'en est qu'au début. Et je ne vois pour l'instant aucun revirement.

C'est pareil en Asie, mais l'Europe représente un enjeu plus important compte tenu de la composante libérale qu'elle a apportée à cet ordre international. Sauf que la plupart des pays européens n'étaient pas des démocraties avant 1945. La démocratie a pu s'y épanouir grâce à un sentiment de sécurité, lié à cet ordre. Si ce sentiment s'effondre, si les anciennes tensions nationalistes, ethniques et tribales resurgissent, je ne vois pas ce qui nous permettrait de présumer que la démocratie va survivre dans la majeure partie de l'Europe.

Les Etats-Unis n'ont-ils pas contribué à l'affaiblissement de cet ordre, en s'abstenant souvent d'appliquer ces règles à eux-mêmes ?

Ils n'ont cessé d'être dans cette position paradoxale, voire contradictoire, depuis la seconde guerre mondiale. D'un côté, ils n'ont cessé de soutenir un ordre mondial fondé sur des règles ; de l'autre, ils ont adopté deux poids deux mesures en considérant qu'ils pouvaient eux-mêmes s'en extraire à l'occasion. Le monde n'a pas été parfait, les Etats-Unis sont très loin d'avoir été parfaits, mais, d'un point de vue général, on peut considérer que cet ordre mondial a plutôt très bien fonctionné de cette manière. La plus grande menace vient plus du refus des Etats-Unis de jouer ce rôle que de ce « double standard » qu'ils se sont octroyé. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GILLES PARIS (WASHINGTON, CORRESPONDANT)



WIM MCNAMEE/AFP